

## VILLE DE VITRY-LE-FRANÇOIS

### EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

#### SÉANCE DU 22 NOVEMBRE 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le **22 novembre à 18 heures**, les membres du Conseil Municipal se sont réunis dans le Salon François 1<sup>er</sup> de l'Hôtel de Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre BOUQUET, Maire, suite à la convocation faite le 15 novembre 2024, conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et affichée à la porte de l'Hôtel de Ville, le même jour.

**Étaient présents** : MM. BOUQUET, MOUTON, Mme RÉOLON, M. BURCKEL, Mme VÉGA, M. GONTHIER, Mme JACQUEMOT, M. FONTAINE, Mmes SERRE, PARIS, BAUMEL, GOUILLY, LEPAGE, MM. ROCH, BEAUJOIN, TRIOLET, Mme MUNSTER (jusqu'à 19h20), MM. EL GHALLOUSSI, MIRGODIN, ERRE.

**Absents excusés** : Mme COLLIN, MM. TINDILLIÈRE, GREENHALGH, TESTA, Mmes COLSON, FAVIER, M. CARDOSO, Mme BERTIN, MM. HMISSI, MAUPOIX, Mme CHEMINI, M. DUCHÊNE.

**Absente** : Mme GOLLÈS.

12 pouvoirs sont déposés sur le bureau de Monsieur le Maire :

- ✓ Mme COLLIN donne pouvoir à M. MOUTON ;
- ✓ M. TINDILLIÈRE donne pouvoir à Mme RÉOLON ;
- ✓ M. GREENHALGH donne pouvoir à Mme BAUMEL ;
- ✓ Mme COLSON donne pouvoir à Mme VÉGA ;
- ✓ Mme FAVIER donne pouvoir à M. GONTHIER ;
- ✓ M. CARDOSO donne pouvoir à Mme JACQUEMOT ;
- ✓ Mme BERTIN donne pouvoir à M. FONTAINE ;
- ✓ M. HMISSI donne pouvoir à Mme PARIS ;
- ✓ M. MAUPOIX donne pouvoir à M. BURCKEL ;
- ✓ Mme CHEMINI donne pouvoir à Mme SERRE ;
- ✓ Mme MUNSTER donne pouvoir à M. EL GHALLOUSSI (à partir de 19h20) ;
- ✓ M. DUCHÊNE donne pouvoir à M. TRIOLET.

Secrétaire de séance : Monsieur Thierry MOUTON.

- N°90 -

#### PERSONNEL MUNICIPAL

#### RÉFORME DE LA PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE MISE EN PLACE DE LA PRÉVOYANCE OBLIGATOIRE

Rapporteur : Monsieur Thierry MOUTON

Afin de répondre aux enjeux de santé au travail, de maintien d'un niveau de vie décent aux agents en situation d'arrêt de travail, d'attractivité du secteur public, d'équilibre financier et de dialogue social, une réforme de la protection sociale complémentaire (P.S.C.) dans la fonction publique territoriale a été initiée par la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ainsi que par l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021.

Dans le souci d'assurer une couverture de prévoyance de qualité aux agents, le Conseil municipal, par délibération n°24 du 4 avril 2024, après avis du C.S.T. du 13 février 2024, a donné mandat au Centre de Gestion de la Marne, pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau départemental en vertu des dispositions de l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la fonction publique territoriale, ainsi que pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un ou plusieurs organismes d'assurance et la conclusion de conventions de participation pour la couverture du risque Prévoyance des agents à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2025.

Ainsi, les représentants des employeurs publics et des organisations syndicales ont :

- engagé un processus de négociation qui a abouti à un accord de méthode en date du 12 mars 2024 et à un accord collectif départemental en date du 26 juillet 2024 ;
- lancé une consultation au niveau départemental pour être en mesure de proposer aux employeurs publics territoriaux l'adhésion à des conventions de participation et la souscription aux contrats d'assurance collectifs de prévoyance complémentaire à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025, adossés à celles-ci.

Cette mutualisation des risques, organisée au niveau départemental, permet de garantir aux personnels des employeurs publics territoriaux :

- l'accès à des garanties collectives sans considération notamment de l'âge, de l'état de santé, du sexe ou de la catégorie professionnelle ;
- un niveau de couverture adéquat reposant sur les garanties les plus pertinentes compte-tenu des besoins sociaux et des contraintes économiques des employeurs publics concernés ;
- le bénéfice de taux de cotisations négociés et maintenus pendant 3 ans.

L'avis du comité social territorial, saisi sur cette question le 13 septembre 2024, a été formalisé par un accord collectif local signé le 15 octobre 2024 venant entériner :

- le caractère obligatoire de l'adhésion des bénéficiaires ;
- le choix de régime au regard des niveaux de garanties proposées ;
- les taux de cotisations et la répartition des cotisations entre les bénéficiaires et l'employeur ;
- la durée d'ancienneté dans la collectivité pour les contractuels.

Aussi, mes cher-e-s collègues,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code de la fonction publique,

Vu l'article 40 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique,

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Vu le décret 2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics à leur financement,

Vu l'accord collectif national du 11 juillet 2023 portant réforme de la Protection Sociale Complémentaire dans la fonction publique territoriale,

Vu la délibération n°24 du Conseil municipal du 4 avril 2024 donnant mandat au Centre de Gestion de la Marne pour l'organisation, la conduite et l'animation du dialogue social au niveau départemental et pour la réalisation d'une mise en concurrence visant à la sélection d'un organisme d'assurance et la conclusion d'une convention de participation pour la couverture du risque Prévoyance,

Vu l'accord collectif départemental du 26 juillet 2024 relatif aux régimes de prévoyance complémentaires, à adhésion obligatoire du personnel du Centre de Gestion de la Marne et des employeurs publics territoriaux ayant formalisé l'un de ces régimes,

Vu la convention de participation pour une couverture en prévoyance sur des contrats collectifs à adhésion obligatoire signée entre le Centre de Gestion de la Marne et le Groupement « Territoria Mutuelle-Alternative Courtage »,

Vu l'avis du comité social territorial en date du 13 septembre 2024,

Vu l'accord collectif local du 15 octobre 2024 instituant un régime de prévoyance complémentaire, à adhésion obligatoire, au bénéfice du personnel de la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS,

Vu l'avis favorable du Bureau municipal,

Je vous propose, après en avoir délibéré, de bien vouloir :

1°/ décider, à la date d'effet du 1<sup>er</sup> janvier 2025, de :

- adhérer à la convention de participation pour la couverture risque prévoyance et au contrat collectif à adhésion obligatoire afférent, au bénéfice des agents de la Ville de VITRY-LE-FRANÇOIS ;
- souscrire la garantie de base à adhésion obligatoire à hauteur de 90 % du salaire net des agents en incapacité temporaire de travail ou invalidité ;
- participer financièrement à la cotisation des agents conformément à l'accord collectif local à hauteur de 50 % pour tous les agents ;
- subordonner l'adhésion obligatoire des agents contractuels à une condition d'ancienneté de 6 mois. Cette ancienneté s'entend de la présence effective de l'agent (constatée sur une durée globale d'un an) dans la collectivité ou dès l'arrivée dans la collectivité dès lors que la durée du contrat liant l'agent à la collectivité est supérieure ou égale à l'ancienneté fixée ;

2°/ autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tous les documents se rapportant à cette délibération ;

3°/ dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2025 et le seront aux budgets suivants.

La délibération est adoptée  
**à l'unanimité** des membres  
du Conseil Municipal.

Le secrétaire de séance,  
**Thierry MOUTON**



**POUR EXTRAIT CONFORME,**

Le Maire,  
**Jean-Pierre BOUQUET**

Certifié exécutoire par le Maire compte tenu  
de la transmission en Sous-Préfecture le - 2 DEC. 2024  
et de la publication le - 3 DEC. 2024  
ou de la notification du



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir auprès du Tribunal Administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.